

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE  
ET DE LA FAMILLE

F. 87 — 84

**Arrêté royal n° 484 modifiant les articles 9 et 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Article 1er, 2<sup>e</sup>, b), de la loi du 27 mars 1986 accordant certains pouvoirs spéciaux au Roi est rédigé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

2<sup>e</sup> de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

b) en fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat ».

Le nombre des décisions d'octroi du minimum de moyens d'existence par les centres publics d'aide sociale a considérablement augmenté au cours des dernières années.

Il en résulte un accroissement corrélatif du nombre de dossiers introduits par les centres auprès de l'administration compétente, en vue d'obtenir la subvention de l'Etat prévue par l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Afin de mieux maîtriser les dépenses de ce secteur par la tenue de statistiques fiables et d'éviter les charges administratives qui résulteraient de cet accroissement du nombre de dossiers, tout en réalisant une accélération de la procédure de liquidation des subventions, il est indispensable d'appliquer dans les plus brefs délais les procédures de l'informatique à ce secteur.

L'introduction de l'informatique permettra de mettre un terme à la demande sans cesse croissante de personnel supplémentaire. Il apparaît, en outre, que l'introduction de l'informatique sera suivie dans certains C.P.A.S. d'une réorganisation, d'un contrôle plus efficace et de la diminution du nombre de bénéficiaires du minimex.

La réalisation de cet objectif postule que les documents justificatifs des dépenses fassent l'objet d'une transmission mensuelle groupée selon les modalités déterminées par le Roi, ce qui nécessite une modification de l'article 9, § 3, de la loi du 7 août 1974 qui prévoit actuellement que les décisions doivent être notifiées dans les huit jours suivant la décision au Ministre.

Etant donné que la communication au Ministre se fera par porteur informatique ou par formulaire type, il est prévu que le Roi peut déterminer les modalités de notification de la décision à l'intéressé.

Une modification de l'article 10, qui concerne le délai de recours du Ministre auprès du Tribunal du travail, s'impose également pour tenir compte de celle prévue à l'article 9.

Il est tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,  
Mme M. SMET

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN VAN HET GEZIN

N. 87 — 84

Koninklijk besluit nr. 484 tot wijziging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 1, 2<sup>e</sup>, b), van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning luidt als volgt :

• Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministeraat overlegde besluiten alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

2<sup>e</sup> de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te spijzen, meer bepaald :

b) door het bedrag, de voorwaarden en de toekenningsmogelijkheden van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn ».

Het aantal beslissingen waarbij het bestaansminimum door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend is in de loop van de laatste jaren aanzienlijk toegenomen.

Daarmee gaat een stijging gepaard van het aantal dossiers dat door de centra bij het bevoegd bestuur wordt ingediend met het oog op het bekomen van de bij artikel 18 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, bepaalde Staatstoelage.

Ten einde de uitgaven in deze sector beter te beheersen door het bijhouden van betrouwbare statistieken, de overbelasting te verminderen bij de administratie ingevolge de toename van het aantal dossiers en toch de procedure tot vereffening van de toelagen te bespoedigen, is het volstrekt noodzakelijk zo spoedig mogelijk de informatica in deze sector in te voeren.

Door het invoeren van de informatica zal paal en perk kunnen gesteld worden aan de steeds groeiende vraag naar bijkomend personeel. Bovendien blijkt dat het invoeren van de informatica in enkele O.C.M.W.'s tot reorganisatie leidt, tot betere controle en tot een vermindering van het aantal bestaansminimumtrikkers.

Voor de verwesenlijking van dit doel is het noodzakelijk dat de bewijsstukken van de uitgaven eens per maand samen worden overgemaakt op de wijze die door de Koning moet worden bepaald. Daarvoor is een wijziging nodig van artikel 9, § 3, van de wet van 7 augustus 1974 waarin nu wordt bepaald dat de beslissingen binnen de acht dagen moeten betrekken worden aan de Minister.

Aangezien de overmaking aan de Minister zal kunnen gebeuren per informatiedrager of op standaardformulieren wordt voorzien dat de Koning ook de wijze kan bepalen waarop de beslissing aan de betrokkenen moet worden medegedeeld.

Ingevolge de wijziging van artikel 9 is eveneens een wijziging nodig van artikel 10 betreffende de termijn binnen welke de Minister beroep kan instellen bij de Arbeidsrechtbank.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majestelt,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,  
Mevr. M. SMET

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 25 novembre 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 484 « modifiant les articles 9 et 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence », a donné le 28 novembre 1986 l'avis suivant :

1. Le projet concerne le mode à suivre et le délai à respecter par les centres publics d'aide sociale pour communiquer à l'intéressé et au Ministre compétent les décisions qu'ils ont prises en matière d'octroi du minimum de moyens d'existence. Il permet au Roi de régler les modalités de la notification de ces décisions aux intéressés. En ce qui concerne la communication au Ministre, il est prévu que toutes les décisions prises au cours d'un même mois lui seront dorénavant transmises conjointement dans les huit jours qui suivent la fin du mois, et ce selon les modalités déterminées par le Roi (article 1<sup>e</sup>). La modification qui concerne la manière dont les décisions seront désormais portées à la connaissance du Ministre requiert également, de toute évidence, une adaptation de la disposition relative à la date qui marque le point de départ du délai dans lequel le Ministre peut interjeter appel de pareilles décisions auprès du Tribunal du travail (article 2).

2. Le projet invoque comme fondement légal l'article 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, b), de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

2.1. Selon son objet, la réglementation en projet peut sans nul doute s'inscrire dans le cadre de la disposition légale précitée, car les mesures envisagées concernent indiscutablement « les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat ».

2.2 Pour qu'un arrêté royal puisse trouver un fondement légal suffisant dans la loi de pouvoirs spéciaux du 27 mars 1986, il doit aussi pouvoir s'inscrire dans le cadre de cette loi par son objectif.

Le rapport au Roi déclare à cet égard : « le nombre des décisions d'octroi du minimum de moyens d'existence ... a considérablement augmenté au cours des dernières années », « il est indispensable d'appliquer dans les plus brefs délais les procédés de l'informatique à ce secteur », « l'introduction de l'informatique permettra de mettre un terme à la demande sans cesse croissante de personnel supplémentaire », et « la réalisation de cet objectif postule que les documents justificatifs des dépenses fassent l'objet d'une transmission mensuelle groupée selon les modalités déterminées par le Roi ».

Ces explications, combinées avec les renseignements complémentaires que le délégué du Gouvernement a communiqués par écrit, notamment avec le renseignement selon lequel l'informatisation pourrait se faire sans entraîner pour l'Etat de nouvelles dépenses considérables, rendent plausible que les mesures annoncées dans le rapport au Roi pourraient produire l'effet d'économie requis pour qu'elles puissent entrer dans les objectifs définis à l'article 1er de la loi du 27 mars 1986.

Le texte du projet ne satisfait toutefois pas à cette condition de légalité, puisqu'il prévoit uniquement la modification du délai pour la communication des décisions au Ministre, et une habilitation permettant au Roi de régler le mode de notification de la décision à l'intéressé et le mode de communication des décisions au Ministre, autant de dispositions qui, en elles-mêmes, n'entraînent pas nécessairement des économies.

Aussi, pour trouver un fondement légal suffisant dans la loi du 27 mars 1986, le projet devrait-il être précisé de manière à faire apparaître dans le dispositif même que c'est en vue de l'informatisation du service du Ministère de la Santé publique et de la Famille chargé du paiement des subsides de l'Etat relatifs au minimum de moyens d'existence que le Roi devra mettre en œuvre le pouvoir qui Lui est attribué.

3. Le nouvel alinéa 2, en projet, de l'article 9, § 3, de la loi du 7 août 1974, prévoit que les décisions des C.P.A.S. relatives au minimum de moyens d'existence ne pourront plus être transmises au Ministre compétent que « selon des modalités déterminées par le Roi ». Il faudra dès lors veiller à ce que l'arrêté d'exécution susvisé ait été pris et produise déjà ses effets au moment où la transmission des décisions devra se faire conformément à la nouvelle réglementation, c'est-à-dire au plus tard à l'expiration du premier mois qui suit l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 25 november 1986 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 484 « tot wijziging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum », heeft op 28 november 1986 het volgend advies gegeven :

1. Het ontwerp betreft de wijze waarop en de termijn waarbinnen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn de beslissingen die zij genomen hebben inzake de toekenning van het bestaansminimum moeten meedelen aan de betrokkenen en aan de bevoegde Minister. Aan de Koning wordt de mogelijkheid geboden om de wijze te regelen waarop de beslissingen aan de betrokkenen zullen worden bekend. Aan de Minister zullen voortaan al de beslissingen die tijdens eenzelfde maand werden genomen samen moeten worden overgemaakt binnen acht dagen na het verstrijken van die maand, en zulks op de wijze die door de Koning zal moeten worden bepaald (artikel 1). De wijziging van de manier waarop voortaan de Minister van de beslissingen in kennis zal worden gesteld, vergt uiteraard ook een aanpassing van de bepaling betreffende het tijdstip waarop de termijn begint te lopen binnen welke de Minister tegen dergelijke beslissingen beroep kan instellen bij de Arbeidsrechtbank (artikel 2).

2. Als rechtsgrond voor het ontwerp wordt artikel 1, 2<sup>e</sup>, b), van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning aangevoerd.

2.1. Naar zijn voorwerp kan de ontworpen regeling ongetwijfeld in de vermelde wetsbepaling worden ingepast, daar de ontworpen maatregelen onmiskenbaar betrekking hebben op « de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven ... die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn ».

2.2. Opdat voor een koninklijk besluit een voldoende rechtsgrond in de bijzondere-machtenwet van 27 maart 1986 zou kunnen worden gevonden, dient dat besluit echter ook naar zijn doel in die wet te kunnen worden ingepast.

In het verslag aan de Koning staat in dat verband het volgende te lezen : « het aantal beslissingen waarbij het bestaansminimum ... wordt toegekend is in de loop van de laatste jaren aanzienlijk toegenomen », « het (is) volstrekt noodzakelijk zo spoedig mogelijk de informatie in deze sector in te voeren », « door het invoeren van de informatica zal paal en perk kunnen gesteld worden aan de steeds groeiende vraag naar bijkomend personeel », en « voor de verwezenlijking van dit doel is het noodzakelijk dat de bewijsstukken van de uitgaven eens per maand samen worden overgemaakt op de wijze die door de Koning zal worden bepaald ».

Die toelichtingen gelezen in samenhang met de nadere gegevens die de gemachtigde van de Regering schriftelijk heeft meegegeerd, meer bepaald het gegeven dat de informativering zou kunnen gebeuren zonder dat daaruit voor het Rijk beduidende nieuwe uitgaven voortvloeien, maken het geloofwaardig dat de in het verslag aan de Koning in uitzicht gestelde maatregelen het besparend effect kunnen hebben dat vereist is opdat zij zouden kunnen worden ingepast in de doelstellingen vermeld in artikel 1 van de wet van 27 maart 1986.

De tekst van het ontwerp voldoet echter niet aan de wettigheidsvoorraarde, vermits hij enkel voorziet in een wijziging van de termijn voor het overmaken van de beslissingen aan de Minister en een machtiging van de Koning om de wijze van betrekking van de beslissing aan de betrokkenen en de wijze van overmaking van de beslissingen aan de Minister te regelen, allemaal voorschriften die op zichzelf genomen niet noodzakelijk besparingen tot gevolg hebben.

Wil men in de wet van 27 maart 1986 voor het ontwerp een voldoende rechtsgrond kunnen vinden, dan zal het dermate moeten worden gepreiseerd dat uit het bepaald gedeelte zelf blijkt dat de Koning de hem verleende bevoegdheid dient aan te wenden met het oog op de informativering van de dienst van het Ministerie van Volksgezondheid en het Gezin die belast is met de uitkering van de Rijkstoelagen inzake bestaansminimum.

3. Luidens het ontworpen nieuwe tweede lid van artikel 9, § 3, van de wet van 7 augustus 1974 zal de overmaking van de beslissingen van de O.C.M.W.'s inzake het bestaansminimum aan de bevoegde Minister enkel nog kunnen gebeuren « op de wijze die door de Koning wordt bepaald ». Men zal er derhalve moeten voor waken dat het bedoelde uitvoeringsbesluit zal zijn genomen en reeds uitwerking zal hebben op het ogenblik dat beslissingen overeenkomstig de nieuwe regeling zullen moeten worden overgemaakt, m.a.w. uiterlijk bij het verstrijken van de eerste maand volgend op de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

4.1. Il convient de compléter l'alinéa 2 du préambule comme suit : « ..., notamment les articles 9 et 10; ».

4.2. L'alinéa 4 du préambule, qui invoque l'urgence, doit être supprimé puisque le projet ne donne lieu ni à quelque demande d'avis ni à l'attente de quelque proposition au sens de l'article 3, § 2, de la loi du 27 mars 1986.

5.1. Il conviendrait de rédiger la phrase liminaire de l'article 1er comme suit : « Dans l'article 9, § 3, de la loi du ..., les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants : ».

5.2. Le texte français du nouvel alinéa 1er, en projet, de l'article 9, § 3, de la loi du 7 août 1974, semble devoir être complété comme suit : « ... (notifiée) dans les huit jours, ... ».

5.3. Dans les nouvelles dispositions que l'on entend insérer dans l'article 9, § 3, précité, la deuxième phrase devrait se rattacher directement à la première, de sorte qu'il ne fasse aucun doute que les deux phrases ne forment qu'un seul alinéa.

5.4. Dans la nouvelle troisième phrase en projet — en fait le nouvel alinéa 2 — du même article 9, § 3, il conviendrait d'écrire, conformément à la terminologie de l'article 28 de la loi du 7 août 1974, tel qu'il est rédigé actuellement, « au Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions » au lieu de « au Ministre qui a le minimum de moyens d'existence dans ses attributions ». La même observation s'applique au nouvel alinéa 1er, en projet, de l'article 10, § 1er, de la loi du 7 août 1974.

6. Pour assurer l'unité de la terminologie dans les nouvelles dispositions prévues pour les articles 9, § 3, et 10, § 1er, alinéa 1er, il convient d'écrire dans le texte néerlandais de cette dernière disposition « betekening of overmaking » au lieu de « betekening of overzending ».

La chambre était composée de :

MM. :

P. Vermeulen, président;

J. Nimmeggers, W. Deroover, conseillers d'Etat;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Nimmeggers.

Le rapport a été présenté par M. M. Van Damme, auditeur adjoint.

Le greffier,  
F. Lievens.

Le président,  
P. Vermeulen.

**22 DECEMBRE 1986. — Arrêté royal n° 484 modifiant les articles 9 et 10 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence**

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment l'article 1er, 2<sup>e</sup>, b;

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment les articles 9 et 10;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 9, § 3, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Toute décision d'octroi, de refus ou de révision du minimum de moyens d'existence est notifiée dans les huit jours, sous pli recommandé à l'intéressé, selon des modalités qui peuvent être déterminées par le Roi. Le texte de cette notification mentionne expressément les dispositions de l'article 10.

4.1. De tweede aanhefverwijzing vult men aan als volgt : « ..., inzonderheid op de artikelen 9 en 10; ».

4.2. De in het vierde lid van de aanhef opgenomen verwijzing naar de dringende noodzakelijkheid dient te worden geschrapt, daar het ontwerp geen aanleiding geeft noch tot het vragen van enig advies, noch tot het afwachten van enig voorstel, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 27 maart 1986.

5.1. De inleidende zin van artikel 1 verbetere men als volgt : « In artikel 9, § 3, van ... worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende ledén : ».

5.2. De Franse tekst van het ontworpen nieuwe eerste lid van artikel 9, § 3, van de wet van 7 augustus 1974, moet blijkbaar als volgt worden aangevuld : « ... (notificeerde) dans les huit jours, ... ».

5.3. Men late de tweede volzin van de nieuwe bepalingen die men in het genoemde artikel 9, § 3, wil invoegen, aansluiten bij de eerste volzin, derwijze dat er geen twijfel kan over bestaan dat zij samen slechts één lid vormen.

5.4. In de ontworpen nieuwe derde volzin — eigenlijk het ontworpen nieuwe tweede lid — van hetzelfde artikel 9, § 3, schrijve men, naar het voorbeeld van de terminologie gebruikt in artikel 28 van de wet van 7 augustus 1974 zoals die bepaling thans luidt, « de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort » in plaats van « de Minister tot wiens bevoegdheid het bestaansminimum behoort ». Dezelfde opmerking geldt ook voor het ontworpen nieuwe eerste lid van artikel 10, § 1, van de wet van 7 augustus 1974.

6. Ter wille van de eenheid in terminologie tussen de ontworpen nieuwe bepalingen van de artikelen 9, § 3, en 10, § 1, eerste lid, schrijve men in de Nederlandse tekst van de laatstgenoemde bepaling « betekening of overmaking » in plaats van « betekening of overzending ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Vermeulen, voorzitter;

J. Nimmeggers, W. Deroover, staatsraden;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. Nimmeggers.

Het verslag werd uitgebracht door de heer M. Van Damme, adjunct-auditeur.

De griffier,  
F. Lievens.

De voorzitter,  
P. Vermeulen.

**22 DECEMBER 1986. — Koninklijk besluit nr. 484 tot wijziging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op artikel 1, 2<sup>e</sup>, b;

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, inzonderheid op de artikelen 9 en 10;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1986;

Gelet op de advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 9, § 3, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende ledén :

« Elke beslissing waarbij een bestaansminimum wordt toegekend, geweigerd of herzien, wordt binnen de acht dagen bij aangetekende zending betekend aan de betrokkenen op de wijze die door de Koning kan worden bepaald. De tekst van deze betekening vermeldt uitdrukkelijk het bepaalde onder artikel 10.

En vue de l'informatisation du service du Ministère de la Santé publique et de la Famille chargé du paiement des subsides de l'Etat relatifs au minimum de moyens d'existence, les décisions sont communiquées, dans les huit jours suivant la fin du mois au cours duquel ces décisions ont été prises, au Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions, sous pli recommandé ou contre accusé de réception, selon des modalités déterminées par le Roi. »

**Art. 2.** L'article 10, § 1er, alinéa 1er, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. L'intéressé et le Ministre qui a l'aide sociale dans ses attributions, ou son représentant, peuvent interjeter appel de la décision du centre public d'aide sociale auprès du Tribunal du travail du domicile de l'intéressé, dans un délai d'un mois suivant la notification ou la communication visées à l'article 9, § 3, et par requête délivrée ou adressée par envoi recommandé au greffe du tribunal. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1987.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1986.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Emancipation sociale,  
Mme M. SMET

Met het oog op de informatisering van de dienst van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin die belast is met de uitkering van de Rijkstoelagen inzake bestaanminimum, worden de beslissingen binnen de acht dagen volgend op het einde van de maand waarin deze beslissingen werden genomen aan de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort, aangekend of tegen ontvangstbewijs overgenaakt op de wijze die door de Koning wordt bepaald. »

**Art. 2.** Artikel 10, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De betrokkenen en de Minister tot wiens bevoegdheid het maatschappelijk welzijn behoort of zijn afgeweerd kunnen binnen de maand na de in artikel 9, § 3, bedoelde betekenis of overmaking, bij verzoekschrift aangegeven aan of aangekend gericht tot de griffie van de rechtbank, tegen de beslissing van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beroep instellen bij de Arbeidsrechtbank van de woonplaats van de betrokkenen. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Bussel, 22 december 1986,

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Emancipatie,  
Mevr. M. SMET

#### MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 87 — 85

Arrêté royal n° 485 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire (O.C.A.S.C.)

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 1er de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux à Votre Majesté, est libellé comme suit :

« Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

...  
2<sup>e</sup> de maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

...  
c) en rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

...  
L'objet du présent projet que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté est de rationaliser l'Office central d'action sociale et culturelle au profit des membres de la communauté militaire, organisme d'intérêt public dont le caractère national est évident.

L'arrêté royal n° 90 du 20 août 1982 modifiant la loi du 10 avril 1973 portant création de l'O.C.A.S.C. a profondément changé les structures hiérarchiques et organisationnelles dudit office, en étendant les attributions du président du comité de gestion, assisté, pour une série de tâches, des vice-présidents de ce comité.

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 85

Koninklijk besluit nr. 485 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van een Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap (C.D.S.C.A.)

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toeënkennung van bepaalde bijzondere machten aan Uwe Majestelt, luidt als volgt :

« Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :

...  
2<sup>e</sup> de openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald :

...  
c) door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

...  
Dit ontwerp dat ik de eer heb aan Uwe Majestelt voor te leggen strekt ertoe de Centrale Dienst voor sociale en culturele actie ten behoeve van de leden van de militaire gemeenschap, instelling van openbaar nut waarvan de nationale aard vaststaat, te rationaliseren.

Het koninklijk besluit nr. 90 van 20 augustus 1982 tot wijziging van de wet van 10 april 1973 houdende oprichting van de C.D.S.C.A. heeft de hiërarchische en organisatorische structuren van die dienst grondig gewijzigd, door de bevoegdheden van de voorzitter van het beheerscomité, bijgestaan, voor een reeks taken, door de ondervoorzitter van dit comité, uit te breiden.